

Brochure n° 3051

Convention collective nationale

IDCC : 567. – **BIJOUTERIE, JOAILLERIE, ORFÈVRE  
ET ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT**

---

ACCORD DU 7 FÉVRIER 2012  
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250646M

IDCC : 567

---

Entre :

La FNBJOC ;

La FNAMAC,

D'une part, et

La FGMM CFDT ;

La CGT-FO métallurgie ;

La FCMTM CFE-CGC ;

La CFTC métallurgie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Augmentation des salaires minimaux conventionnels*

Tous les éléments de la grille des salaires minimaux conventionnels, telle qu'elle résulte de l'avenant du 17 décembre 2007 sur les classifications professionnelles et de l'accord du 1<sup>er</sup> février 2011, sont modifiés comme suit à compter du lendemain de l'extension du présent accord (tableau en suivant) :

+ 2,56 % sur le niveau I échelon 1 ;

+ 2,4 % sur les niveaux I échelon 2 à niveau IV échelon 4 ;

+ 2 % sur les niveaux V à VII.

En conséquence, les salaires minimaux conventionnels deviennent les suivants à compter du lendemain de l'extension du présent accord.

## **Salaires minimaux conventionnels pour 151,67 heures mensuelles**

*(En euros.)*

ÉCHELON	NIVEAU I	NIVEAU II	NIVEAU III	NIVEAU IV	NIVEAU V	NIVEAU VI	NIVEAU VII
4	1 483	1 610	1 907	2 266	2 964	3 867	4 959
3	1 468	1 563	1 777	2 134	2 859	3 488	4 642
2	1 425	1 534	1 680	1 986	2 601	3 180	4 177
1	1 400	1 503	1 631	1 949	2 427	2 986	3 904

Niveau HC : le salaire minimum unique de 5 000 € reste inchangé.

### **Article 2**

#### *Prime de panier*

La prime de panier est portée à 10 € à compter du lendemain de l'extension du présent accord.

### **Article 3**

#### *Revoyure*

Les parties conviennent de faire un bilan commun sur l'application du présent accord dans un délai de 3 mois suivant le lendemain de son extension.

### **Article 4**

#### *Opposabilité*

Aucun accord d'établissement, d'entreprise ou de groupe ne peut prévoir de dispositions moins favorables à celle prévues par le présent accord.

### **Article 5**

#### *Application de l'accord*

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

### **Article 6**

#### *Entrée en vigueur de l'accord*

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain de son extension. Son extension sera demandée dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 7 février 2012.

(Suivent les signatures.)